

1867

1896

LES DÉBUTS DE LA DIPLOMATIE

Le 1^{er} juillet 1867, les quatre colonies britanniques nord-américaines, soit l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, s'unissent pour former le nouveau Dominion du Canada, ce qui donne lieu à la création d'un pays que l'on pourrait décrire comme un membre semi-autonome de l'Empire britannique. La constitution d'origine du Canada, l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*, ne fait aucune mention des relations internationales, sauf pour affirmer le devoir du Canada, « comme partie de l'Empire britannique », de remplir les obligations contractées en vertu des traités conclus entre l'Empire et des pays étrangers.

Toutefois, le premier des premiers ministres du pays, sir John A. Macdonald, constate rapidement que, pour promouvoir les intérêts nationaux du Canada, une représentation à l'étranger est nécessaire, en commençant par la Grande-Bretagne elle-même. Il souhaite disposer d'une voix indépendante à Londres, car toute la correspondance entre le Canada et la « mère patrie » passe par les mains du gouverneur général, lequel est alors un fonctionnaire nommé par le gouvernement de la Grande-Bretagne. Par conséquent, en 1869, sir John A. Macdonald nomme son ancien ministre des Finances, sir John Rose, qui était entré dans le secteur bancaire à Londres, au poste officieux de

« gentleman... avec lequel le gouvernement de Sa Majesté pourra communiquer convenablement au sujet des affaires canadiennes ».

Sir John Rose fait la promotion de l'émigration au Canada, exerce des pressions auprès des fonctionnaires britanniques pour le compte du Canada et tient Ottawa au courant des questions pertinentes. Cependant, le premier ministre veut encore plus. En 1878, sir John A. Macdonald essaie de nommer un « ministre plénipotentiaire résident » à Londres, mais les Britanniques s'opposent à la connotation quasi-diplomatique de ce titre. À la place, on crée en 1880 le poste de haut-commissaire du Canada, et sir Alexander Galt y est nommé.

En 1882, Ottawa ajoute une seconde mission à l'étranger. Hector Fabre ayant été nommé représentant de la province de Québec à Paris, le gouvernement fédéral le désigne sans tarder comme son commissaire responsable de l'émigration et des questions commerciales, même si le bureau de Paris consacre beaucoup de temps à promouvoir les contacts culturels entre les Canadiens francophones et la France.

Néanmoins, le commerce et l'immigration demeurent les principales raisons de l'activité diplomatique canadienne au cours des dernières années du XIX^e siècle. Le haut-commissaire à Londres participe aux négociations commerciales avec les pays européens et représente également le Canada aux conférences internationales, sans toutefois bénéficier d'un statut diplomatique intégral. En 1892, on accorde une place prépondérante au commerce grâce à la création du ministère du Commerce. En 1894, on nomme John Short Larke à Sydney, en Australie, à titre de premier délégué commercial du Canada.



2



3

² Sir Alexander T. Galt est le premier haut-commissaire du Canada à Londres, de 1880 à 1883. (Source : Bibliothèque et Archives Canada, PA-013008)

³ Bien qu'il soit le représentant officiel de la province de Québec à Paris, Hector Fabre agit aussi au nom du gouvernement fédéral dans des dossiers portant sur le commerce et l'émigration. (Source : Bibliothèque et Archives Canada, PA-026613)